



Intervention de Jean-Marc CLERY - FSU -

La FSU se retrouve dans de nombreux aspects de l'avis du CESER. Toutefois à bien y regarder, on peut se demander si l'approbation globale de la *Stratégie régionale* ne repose pas sur un malentendu.

En effet, la conception que le CESER met en avant implique le décloisonnement entre la recherche et l'innovation comme entre les savoirs ; et surtout elle appelle à une innovation qui ne se limite ni aux seuls aspects technologiques ni à leurs retombées économiques. Or, du côté de la "S3", une fois passé l'exposé des « grandes ambitions », peu de choses répondent vraiment à ces attentes. Il suffit de regarder les 5 *Domaines d'innovation stratégique* (DIS) et leurs feuilles de route pour s'en convaincre.

Le CESER le note dans son avis mais bien trop discrètement alors que tout le malentendu est là : la "S3" convoque certes de nombreux enjeux « sociétaux » - et même « civilisationnels » - mais dès qu'on passe aux choses sérieuses, la logique « techno » et « pro-business » reprend seule la main.

A cet égard et comme souvent, la « *stratégie du numérique* » détient la palme. Après l'énoncé des grands enjeux qui met au cœur de toutes les transitions une « *numérisation éthique, responsable et engagée* » (*sic !*), le « domaine stratégique » correspondant, lui, se contente plus sobrement d'évoquer une économie certes toujours « responsable » mais surtout « sécurisée ». Quant aux leviers qui déclinent cette stratégie, ils sont encore moins lyriques. Pour ce qui est de l'éthique il faudra donc se contenter de l'annonce d'un futur « *laboratoire d'éthique numérique* » ; mais outre qu'on ne saura rien ni sur les structures qui porteront le projet ni sur les moyens, l'initiative apparaît comme un « supplément d'âme » éloigné du cœur des activités.

Un autre sujet de malentendu serait la manière de concevoir la dynamique des territoires. Car il n'est pas sûr du tout que la logique de renforcement par la spécialisation des activités qui sous-tend la "S3" - et qu'on trouve à l'œuvre aussi d'une certaine façon dans le déploiement des différents *Campus des Métiers / campus d'excellence* - soit ce qu'il y a de mieux à souhaiter pour nos territoires. Cette question n'est pas étrangère d'ailleurs à celle de la structuration de l'*Enseignement supérieur recherche*.

Concernant l'ESR, à un moment où la dichotomie s'accuse de plus en plus entre une recherche indépendante mais marginalisée et sans moyens et une recherche intégrée mais condamnée à courir perpétuellement après les labellisations, les appels à projet et les partenariats, il y aurait vraiment lieu pour notre CESER de se poser la question de la préservation du puissant outil de recherche publique que sont nos Universités. Sur ce point l'avis est un peu court, se contentant d'évoquer la « production de connaissances comme *objectif en soi*. »

La FSU pour finir souhaite dire un mot encore sur le numérique - en particulier sur le levier de la *cyber-sécurité*. En octobre 2016 à l'occasion du débat sur la "Cyber Valley", la FSU s'était déjà interrogée sur l'extension possible de ces technologies aux usages coercitifs, et elle avait attiré l'attention sur la façon dont la frontière s'estompe entre le civil et le militaire au gré des partenariats conclus dans ce secteur.

On ne peut pas dire que depuis 2016 la question ait perdu de son actualité. Il est alors étonnant que ni cet avis ni surtout l'avis portant sur le projet de participation au fonds d'investissement *Brienne III* - explicitement lié à « *l'éco-système du numérique* » de la "S3" et où figurent en bonne place la *Direction générale de l'Armement* (DGA) et diverses industries du secteur de la défense - n'aient trouvé sujet à remarque. On aurait pu par exemple demander comment ce projet de participation s'articule avec l'annonce par la Ministre Florence Parly à Lorient en septembre dernier du lancement de divers fonds d'investissement en soutien aux start-up et PME qui développent des technologies à la fois militaires et civiles (énergie, calcul quantique, électronique et composants, santé). En l'espèce les objectifs sont clairs : toujours selon les mots de la Ministre, il s'agit de faire de la *Cyber Valley* de la Vilaine le « *temple de la cyberdéfense* ». L'investissement sur ce projet, porté à 1Md€ dès 2022, témoigne que les affaires de la guerre se portent bien. Mais faut-il s'en féliciter ?

Engagée pour la paix, la FSU s'oppose à de telles orientations. Mais pour le moins, le sujet n'étant pas mineur, elle encourage notre CESER à ne pas le passer sous silence.